11 février 2014 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-américaines, la situation en Syrie, le nucléaire iranien et sur les investissements étrangers en France, à Washington le 11 février 2014.

Monsieur le Président, cher Barack.
Vous m'accueillez aujourd'hui comme vous l'aviez fait au lendemain de mon élection, c'est-à-dire avec la même franchise, le même respect et la même amitié pour la France. Vous ne me connaissiez pas. Moi, je vous connaissais, c'était une différence importante, car votre élection avait été saluée en France, au-delà des sensibilités politiques, comme la preuve que l'Amérique avançait une nouvelle fois et était capable de rendre possible, toujours possible, le progrès.
Vous m'aviez accueilli c'était à Camp David, je passe sur l'épisode de la cravate, je l'ai mise aujourd'hui ! dans un moment qui était très difficile pour l'Europe. Toute la question était de savoir si la zone euro allait résister, si elle allait être capable de sortir du doute qui s'était emparé d'elle et aussi des marchés. Votre appel à la solidarité et à la croissance a été tout à fait utile à ce moment-là. D'ailleurs, depuis cette réunion de Camp David, l'Europe est sortie de la crise financière, s'est dotée des instruments de solidarité, de stabilité et a introduit l'Union bancaire.
Je me souviens aussi de notre réunion de Chicago car je vous avais annoncé que la France allait retirer ses troupes combattantes d'Afghanistan. Ce n'était pas une décision facile à prendre et facile à comprendre et pourtant vous l'avez acceptée. Elle ne nous a pas empêchés de rester en Afghanistan, à un niveau inférieur à ce que nous avions nous-mêmes décidé à d'autres époques. Mais vous avez accepté ce mouvement, d'autant plus qu'il correspondait à un engagement que j'avais pris devant les électeurs français et qu'il était comparable à celui que vous aviez vous-même, à un moment, décidé pour l'Irak.
Vous avez rappelé nos relations historiques, je ne reviens pas sur l'accueil que vous nous avez réservé à Monticello. Aujourd'hui j'aurai à rendre hommage au soldat inconnu américain de la Seconde Guerre mondiale, aux vétérans qui ont permis à la France et à l'Europe de retrouver la liberté. Nous allons célébrer le 70ème anniversaire du Débarquement. Tout à l'heure, je vous invitais à venir pour le mois de juin, le 6 juin. Vous venez d'accepter et j'en suis très heureux. Ce sera un moment fort, à la fois d'évocation du souvenir et du sacrifice de ces soldats et, en même temps, de réconciliation. Un appel à la paix. Ce qui nous renvoie à nos responsabilités aujourd'hui en matière de sécurité.
La France et les Etats-Unis sont deux pays qui ont une vocation par leur place et leur histoire mais également par leur statut de membres permanents du Conseil de sécurité. Oui, nous avons vocation à peser sur le destin du monde pour la liberté, pour la démocratie, pour le respect des peuples.
C'est ce que la France a fait avec le soutien des Etats-Unis au Mali pour lutter contre le terrorisme et pour permettre à ce pays de retrouver son intégrité territoriale. C'est une opération qui a été réussie. Elle a pu atteindre ce résultat parce qu'il y a eu une décision de la communauté internationale, la participation des Africains eux-mêmes, le soutien des Européens et l'appui des Américains. Et aujourd'hui un Président a été élu au Mali et l'Etat retrouve son autorité.
La France est également intervenue en Centrafrique dans un contexte très différent mais pour

prévenir ce qui aurait pu être une catastrophe humanitaire. Déjà des exactions avaient endeuillé une population meurtrie. Nous n'en avons pas terminé. Chaque jour, il y a des lynchages £ chaque jour, il y a des violences. Mais la France, là aussi, fait son devoir avec les Africains, avec le soutien des Européens et avec l'appui des Américains.
Ceci prouve et c'est sans doute une période assez exceptionnelle dans l'histoire de nos deux pays qui ont toujours été alliés, qui ont toujours été amis qu'ils ont aujourd'hui une confiance l'un envers l'autre £ une confiance qui, je pense, caractérise la relation personnelle que nous avons mais aussi les objectifs que nous poursuivons.
Barack OBAMA a insisté sur ce qui a été notre position sur la Syrie. Nous étions prêts à recourir à la force. Nous avons pu trouver une autre option : la négociation. Nous avons permis la destruction partielle des stocks chimiques, mais nous n'avons pas encore trouvé la solution politique.
Genève est une étape mais nous devons continuer la pression, c'est ce que nous avons décidé. Coopérer encore davantage entre nos services, faire en sorte que l'opposition soit soutenue, que l'alternative ne soit pas entre, d'un côté, un régime dictatorial et, de l'autre, le chaos des fondamentalistes et des extrémistes. C'est ce que nous cherchons et c'est ce que nous allons trouver.
De la même manière, nous avons pu converger sur le dossier iranien qui paraissait le plus difficile à régler. Il reste encore difficile pour un accord final. Mais ce que nous avons déjà pu obtenir, c'est-à-dire l'arrêt du programme nucléaire iranien, est le fruit de la relation entre la France et les Etats-Unis.
Nous continuons à agir aussi au Proche-Orient et j'ai salué l'initiative américaine pour la reprise des négociations. Maintenant, un accord-cadre doit être trouvé. La France et l'Europe seront des appuis pour que nous puissions arriver à cette solution des deux Etats.
Nous sommes également attentifs à tout ce qui se passe au Liban, pays avec lequel la France est traditionnellement liée, historiquement liée. Là encore, nous sommes ensemble, Etats-Unis et France, pour permettre à ce pays de résister à l'afflux des réfugiés, aux risques de déflagration à tout moment et au retour d'une guerre civile. Nous faisons en sorte que le Liban puisse être soutenu dans son intégrité et dans son unité. De la même façon, nous aidons la Jordanie à accueillir des réfugiés.
Bref, nous sommes sur l'ensemble des sujets internationaux toujours unis et convergents. Cela ne veut pas dire que, par moments, il n'y ait pas de débats entre nous. Parce que si nous sommes amis et alliés, nous le sommes avec un principe : le respect de la souveraineté de chacun.
Nous agissons aussi sur le plan économique. L'Amérique connaît une reprise forte de sa croissance. Elle est due à la politique qui a été menée, aux considérations qui ont conduit les Etats-Unis à faire confiance à l'innovation, à la technologie, à un prix bas de l'énergie et également à des décisions courageuses. La reprise de l'économie américaine est une chance pour l'Europe, mais aussi une référence pour que nous puissions donner une large place, non seulement aux mesures de compétitivité nécessaires, mais aussi au soutien à la technologie et à l'innovation. Ce sera le sens de mon déplacement dans la Silicon Valley demain.
Enfin, avec les Etats-Unis, nous avons convenu, nous les Européens, de faire un traité commercial, de le faire avec le meilleur des esprits, c'est-à-dire d'ouvrir les marchés, de lutter contre ce qu'on appelle les barrières non tarifaires, de faire que les marchés publics soient offerts à toutes les entreprises qui puissent à égalité faire leurs propositions. Nous avons là aussi des intérêts à préserver, avec chacun de nos pays.
Chacun sait le mandat qui a été confié à la Commission européenne et le souci qui a été le nôtre sur les questions culturelles ou les questions agricoles d'avoir un certain nombre de principes qui soient respectés. Mais nous voulons aboutir à cet accord. Pourquoi ? Parce qu'il sera aussi un élément de la croissance. Le développement du commerce mondial, quand il est équilibré, est un facteur précieux pour l'investissement des entreprises.
Je veux terminer sur un autre enjeu que nous partageons. C'est celui du changement climatique.

L'année prochaine, la France accueillera une conférence. Ce n'est pas simplement pour des raisons hôtelières ou hospitalières ! C'est pour des raisons planétaires et humanitaires. Car il y a péril. Nous voulons un accord qui soit global, qui soit sérieux et qui nous permette d'emmener tous les pays développés et émergents et les pays les plus pauvres, vers un certain nombre d'objectifs communs.
Nous avons également sur le développement, la sécurité alimentaire, la santé, la lutte contre le sida les mêmes positions. Dois-je continuer ? Si je prenais tous les sujets, je constaterais à chaque fois la convergence et l'intelligence avec laquelle nous abordons, ensemble, y compris les thèmes les plus délicats.
Voilà pourquoi je parlais de l'Histoire. Elle nous unit. Tocqueville est une référence. Une référence d'ailleurs toujours présente en France avec deux questions : jusqu'où peut-on aller dans l'égalité et jusqu'où peut-on aller dans la liberté ? Ce qui était la vocation des révolutionnaires, ceux qui voulaient l'indépendance de l'Amérique, ceux qui voulaient l'établissement de la République en France, c'était justement de savoir comment nous pouvions être les plus audacieux en matière de liberté et en même temps les plus respectueux en matière d'égalité.
C'est le rêve américain. C'est aussi le rêve français, même si chacun fait en sorte de faire son rêve chacun de son côté ! Mais avec toujours la même ambition : nous retrouver ensemble.
Merci.
QUESTION
Vous avez tous les deux beaucoup parlé de la Syrie durant vos remarques liminaires. Je voudrais vous poser quelques questions à ce sujet. Les derniers pourparlers de Genève se sont avérés aussi improductifs que les premiers pourparlers. L'accord sur les armes chimiques, que vous avez mentionné, a effectivement éliminé certaines armes, mais il s'agit d'une proportion minime des stocks dont dispose le régime. Et ils ont raté certaines dates butoirs. Inutile de dire que le régime syrien affame beaucoup, des milliers de Syriens à Homs et ailleurs
Tout le monde est d'accord : il faut exercer davantage de pressions sur le régime d'ASSAD pour qu'il change cette équation, cette problématique mortelle. Au-delà des déclarations générales que vous avez faites, quelles sont les mesures concrètes et tangibles dont vous avez parlé aujourd'hui pour aider l'opposition modérée, pour essayer de changer la donne sur le terrain ?
Deuxièmement, monsieur le Président, j'ai oublié la plupart de mon français, alors je pose cette question en anglais... Comment se fait-il qu'il soit acceptable, qu'une délégation commerciale d'une centaine de chefs d'entreprise français se rende à Téhéran pour parler d'opportunités commerciales, alors que le P5+1 a décidé de maintenir l'intégrité du régime des sanctions ?
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
Barack a été très complet. Je vais donc donner l'approche française sur les questions qui ont été évoquées en quelques mots.
D'abord sur Genève 2, le seul objet de cette conférence, c'est d'assurer la transition politique. Ce n'est pas de discuter simplement de mesures humanitaires, c'est d'aller vers un changement politique qui devra, à un moment ou à un autre, s'opérer en Syrie. Nous, nous avons incité l'opposition démocratique à aller à Genève et à faire la démonstration qu'elle était prête à s'engager dans cette démarche et dans ce processus. S'il y a aujourd'hui une partie qui bloque, c'est bien sûr le régime syrien.
Deuxième observation et conclusion même : nous devons agir au plan humanitaire. C'est la raison pour laquelle une résolution va être proposée au Conseil de sécurité. Nous verrons qui est clair sur le règlement de la question syrienne et qui est partisan. Comment s'opposer en effet à ce qu'il puisse y avoir des couloirs humanitaires ? Pour quelles raisons empêcher le vote d'une résolution si, de bonne foi, il s'agit simplement de sauver des vies humaines ? Nous avons décidé d'aller jusqu'au bout de cette clarification.
Troisième question, le chimique. Barack OBAMA et moi-même, à un moment où nous avions la preuve qu'il y avait eu usage des armes chimiques par le régime, nous avons envisagé le recours à la force. C'est parce que nous l'avons fait qu'il y a eu cette option d'une négociation, que le Président POUTINE a offert dans une circonstance que chacun connaît. Cela a abouti à engager un processus de destruction des armes chimiques. Mais vous avez raison, c'est très lent, très

un processus de destruction des armes chimiques. Mais vous avez raison, c'est très lent, très partiel et très insuffisant. Il y a donc des règles qui ont été posées et notamment dans le cadre de la résolution du Conseil de sécurité, en cas de manquement. Nous les utiliserons pleinement et chacun doit le savoir : les armes chimiques doivent être entièrement détruites et la pression sera maximale.
Enfin, il y a ce qui relève de nos choix, c'est-à-dire de soutenir l'opposition démocratique et de faire en sorte qu'elle puisse apparaitre pour ce qu'elle est, c'est-à-dire l'alternative, même si elle doit négocier dans le cadre de Genève.
Je veux enfin répondre sur la question du voyage des entreprises françaises en Iran. Pour ceux qui ne connaissent pas bien la situation de la France, le Président de la République n'est pas le président de l'organisation patronale en France. Il ne le prétend pas l'être et, l'inverse aussi, je pense est vrai ! Les entreprises se déplacent donc librement. Mais je leur ai fait savoir que le régime des sanctions demeurait en Iran. Si des contacts peuvent s'établir - par rapport à ce que pourrait être la situation de l'Iran dans le cas où elle aurait accepté de renoncer entièrement, complètement, définitivement à l'arme nucléaire - ces contacts ne peuvent pas aujourd'hui déboucher sur des accords commerciaux.
Voilà le sens de ma réponse et je pense que les entreprises françaises en sont parfaitement informées. Quant aux sanctions, elles ne pourront être levées que s'il y a un accord définitif. Dans la période de l'accord intérimaire, ces sanctions pour l'essentiel demeurent.
QUESTION
Je vous remercie de cet accueil chaleureux que vous avez réservé à la France. Et je vous remercie d'avoir accepté nos questions. Vous avez loué très chaleureusement la France. Vous avez accordé cette visite d'Etat à la France durant votre second mandat. Est-ce que cela veut dire que la France est le meilleur allié européen des Etats-Unis ? Est-ce que la France a remplacé le Royaume-Uni, la Grande-Bretagne ? Dans ce cas, pourquoi ne pas accorder cet accord que vous avez avec l'Angleterre en ce qui concerne le programme ?
Monsieur le Président, vous avez loué aujourd'hui l'excellence de la coopération franco-américaine sur les crises. Mais sur l'Iran, dont nous avons déjà parlé, existe-t-il des différences d'appréciation entre la France et l'Amérique, sur votre capacité à avoir un accord final ambitieux ? Craignez-vous, en d'autres termes, que les Américains soient prêts à trop de concessions ? Merci.
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
Sur la première question, je peux vous dire que j'ai quatre enfants, ce qui rend les choix encore plus compliqués. Mais nous ne prétendons pas à un statut particulier. Il y a ce que je disais de l'histoire, ce que je pense de nos valeurs et ce que je constate de nos convergences.
Il ne s'agit pas d'établir un ordre de préférence, tout simplement d'être utile au monde. Car l'amitié franco-américaine n'est pas simplement ce serait déjà beaucoup un renforcement de nos liens économiques, culturels, personnels, un rapprochement de nos deux sociétés, un partage de technologies.
Ce qui fait que l'amitié entre la France et les États-Unis a un sens, c'est qu'elle peut porter des valeurs à l'échelle du monde et notamment dans cette période particulière avec cette présidence américaine et, si je puis dire, avec cette présidence française.
Sur la seconde question, sur l'Iran, nous avons voulu, nous, travailler comme les États-Unis dans le cadre du P5+1. C'était cela le sens de notre action.
Certes, il pouvait y avoir des rapports bilatéraux, des contacts. J'en ai moi-même établi puisque je me suis entretenu à New York, lors de l'Assemblée générale des Nations unies, avec le président iranien, ROHANI. De ce point de vue, il était donc légitime qu'il puisse y avoir des conversations. Mais nous devions nous retrouver ensemble pour être forts et faire en sorte que la fermeté puisse aboutir à cet accord intérimaire. Et nous n'en avons pas terminé. Car l'erreur serait de penser que, parce qu'il y a un accord intérimaire de quelques mois, il n'y aurait plus de problème nucléaire iranien. Non, il y a un problème, puisque nous devons aboutir à ce que de manière certaine, définitive, renonce à l'arme nucléaire.
Sur la question de la NSA vous allez dire, la question ne m'a pas été posée mais le président

OBAMA y a répondu je le fais donc à mon tour même si je pourrai également être plus précis si je suis de nouveau interrogé. À la suite des révélations qui ont été celles d'Edward SNOWDEN, nous avons procédé à une clarification entre le président OBAMA et moi-même sur le passé. Ensuite, nous avons travaillé à une coopération qui puisse permettre de lutter contre le terrorisme et, en même temps, de respecter des principes, et nous avançons dans la voie de cette coopération.

Il y a une confiance mutuelle qui a été restaurée et qui doit être fondée, à la fois sur le respect de chacun de nos pays et sur la protection de la vie privée, de ce qu'on appelle les données personnelles : ce qui fait que chaque individu peut, malgré les progrès technologiques, être sûr qu'il n'est pas surveillé. C'est donc sur ces principes-là que nous nous retrouvons

QUESTION

Monsieur le Président, vous avez parlé du fait qu'il fallait avoir ce traité de commerce transatlantique. Est-ce que vous avez suivi la bataille sur l'autorité fast track et est-ce que cela vous fait vous poser des questions sur la possible ratification d'un accord ?

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

La question qui était posée sur le traité commercial, enfin le partenariat commercial, c'était de savoir dans quel horizon de temps nous voulions l'inscrire. Nous en avons parlé avec le président OBAMA. Je connais le débat qui existe au Congrès. Pour nous, dès lors que les principes sont fixés, que les mandats sont donnés, que les intérêts sont connus, aller vite n'est pas un problème, c'est une solution.

Nous avons tout à gagner à aller vite. Sinon nous savons bien qu'il y aura une accumulation de peurs, de menaces, de crispations. Si nous sommes donc de bonne foi, si nous sommes respectueux des positions des uns et des autres, si nous sommes attachés comme nous l'avons ici affirmé à la croissance, nous pouvons aller vite.

QUESTION

Depuis l'an dernier, les investissements étrangers en France s'effondrent et notre pays ne profite pas de la reprise mondiale. Président OBAMA, est-ce que vous pensez, considérez que Monsieur HOLLANDE en fait assez pour inciter les investisseurs américains à revenir en France ? Et Président HOLLANDE, vous consacrez une large part de votre visite à rencontrer des entrepreneurs. Pour eux, vous êtes un socialiste qui considère la finance comme un ennemi et qui taxe les fortunes à 75 %. Comment comptez-vous convaincre ces entrepreneurs et que répondez-vous également au président des patrons français, Pierre GATTAZ, qui a dit ici même hier soir à Washington qu'il ne voulait pas de contrepartie aux baisses de charges ?

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

La France est l'un des pays au monde qui reçoit le plus d'investissements venant de l'étranger, l'un des pays au monde les plus ouverts aux capitaux extérieurs. Je veux que cette attractivité soit encore renforcée.

Si je regarde le niveau des investissements physiques, c'est-à-dire des investissements réels, pas des investissements financiers, pas des transferts entre entreprises, non, des investissements physiques en France en termes d'usines et de créations d'emplois, malgré la crise, en 2013, nous avons maintenu le niveau de ces investissements. Ce qui prouve qu'il y a une confiance dans la France, dans ses talents, dans son savoir-faire, dans ses entreprises.

Elle ne date pas d'hier. Il y a plus de deux mille entreprises américaines qui sont en France, qui occupent cinq cent mille personnes dans mon pays, et les États-Unis restent l'un des premiers investisseurs en France. Et je souhaite que ce soit encore amplifié.

Barack a raison, je ne crains rien non plus des investissements français ici, aux États-Unis. Il y a deux mille sept cents entreprises françaises qui sont installées aux États-Unis et qui occupent d'ailleurs à peu près cinq cent mille emplois, pas toutes dans la Silicon Valley, partout aux États-Unis. Lorsqu'il y a des créateurs, des talents qui vont investir aux États-Unis, c'est bon pour les deux économies.

Je n'ai pas du tout cette vision protectrice qui serait de faire tout de suite un procès à ceux qui vont créer à l'étranger parce qu'ils vont apporter une technologie, une expérience qui, ensuite,

sera utile à condition qu'ils reviennent. D'où également ce que nous avons à faire en termes d'attractivité.
Prochainement d'ailleurs, j'inviterai beaucoup d'entreprises étrangères à un Conseil de l'attractivité pour, justement, faire valoir ce que nous avons à proposer mais aussi à améliorer en France. Y compris sur le plan de la stabilité fiscale puisque c'est cela qui est souvent évoqué, ou de la stabilité des règles, parce que les entreprises veulent avoir de la visibilité. Mais les entreprises américaines qui sont en France, interrogez-les, si elles y restent, si elles s'y investissent, c'est parce qu'elles y trouvent aussi une société particulièrement accueillante.
Vous m'avez également interrogé sur une déclaration que Monsieur GATTAZ, le président des entreprises françaises, a pu faire sur ce qu'on appelle le pacte de responsabilité. Ce bruit n'a rien à voir avec la déclaration. Qu'est-ce que c'est que le pacte de responsabilité ? Je m'adresse là plus aux journalistes américains que français, qui connaissent bien ce que nous proposons. C'est d'être capable de mobiliser l'ensemble du pays pour un objectif.
Tout à l'heure, Barack OBAMA évoquait la résilience de l'économie américaine suite à la crise. Il y a un moment où, après une épreuve, on doit être plus fort qu'au début de cette épreuve. On doit avoir été capable de mobiliser davantage de force, d'énergie pour mettre l'économie sur, non pas ce qu'elle était avant, mais sur ce qu'elle doit être après. C'est ce qui explique la reprise vigoureuse de l'économie américaine, qui a fait confiance aux entreprises pour se mobiliser avec leurs salariés et trouver les réponses. C'est ça l'esprit du pacte de responsabilité.
Nous avons fait déjà beaucoup d'efforts : moderniser notre marché du travail, la formation professionnelle et je ne vais pas ici en faire la liste. Mais là, nous devons nous retrouver tous ensemble pour améliorer la compétitivité, baisser le coût du travail, simplifier les normes, donner de la visibilité fiscale.
Alors, un pacte, chacun doit prendre des engagements. L'État. C'est ce que nous allons faire, notamment sur ces allègements que nous avons commencé d'ailleurs à accorder. Un engagement aussi d'économies budgétaires. C'est nécessaire si nous voulons dégager des marges de manuvre pour créer de l'emploi, pour améliorer la formation professionnelle, pour localiser les activités, pour développer les investissements.
Voilà l'esprit et chacun doit y participer. Je souhaite que les discussions s'engagent rapidement entre les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations de salariés parce que c'est la condition aussi pour que chacun ait confiance. Le mot clé, c'est la confiance. Cela vaut pour les relations internationales, cela vaut également pour l'économie.